



**Note introductive
au
DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES**

Février 2020

SOMMAIRE

PREAMBULE

CONTEXTE NATIONAL

CONTEXTE LOCAL

I. EXERCICE 2019	6
1- DONNEES D'ANALYSE.....	6
<i>a) Résultats 2019</i>	6
<i>b) Principales recettes 2019</i>	7
<i>c) Niveau d'endettement</i>	14
<i>d) Equilibre budgétaire</i>	17
2- COMPTE ADMINISTRATIF 2019	18
<i>a) Fonctionnement</i>	18
<i>b) Investissement</i>	24
II. EXERCICE 2020	25
<i>a) Principales dépenses de fonctionnement</i>	25
<i>b) Recettes de fonctionnement</i>	28
<i>c) Dépenses d'investissement identifiées</i>	28
<i>d) Recettes d'investissement</i>	33

PREAMBULE

Le débat d'orientations budgétaires a été introduit par la loi relative à l'Administration Territoriale de la République (ATR) du 6 février 1992. Il a vu son contenu précisé et enrichi par la loi NOTRe et l'article D2312-3 du CGCT et complété par la loi du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018-2022.

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 prévoit un certain nombre de dispositions qui visent à compléter ce document, notamment l'obligation de réaliser un rapport annuel d'orientations budgétaires contenant :

- L'évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement.
- La présentation des engagements pluriannuels.
- Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée et des perspectives pour le projet de budget.

Ces orientations devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

- Des informations sur la structure des effectifs sur les dépenses de personnel notamment des éléments sur la rémunération (traitement indiciaire, régime indemnitaire, NBI, heures supplémentaires rémunérées et avantage en nature) et durée effective du travail.

Le présent document reprend toutes les obligations réglementaires et récapitule toutes les informations préalables à la bonne information des élus communautaires, à la fois en matière de contexte national pouvant impacter directement la Communauté de communes, mais également en dressant un bilan et les perspectives des principales charges et produit des exercices passés et à venir.

CONTEXTE NATIONAL

Projet de loi de programmation des finances publiques 2018-2022

Le projet de programmation des finances publiques a traduit ces priorités dans une trajectoire qui prévoit, pour les années 2018 à 2022, une réduction de la part de la dette publique dans le PIB de 5 points, de la dépense publique de 3 points, du déficit public de 2 points et du taux de prélèvements obligatoires de 1 point à l'horizon 2022.

Projet de loi de finances pour 2020 (PLF 2020)

Les principales mesures budgétaires et fiscales de la Loi de Finances pour 2020

◆ Une stabilisation des dotations et de la péréquation pour les collectivités locales

La Dotation Globale de Fonctionnement est à nouveau stabilisée au plan national, à hauteur de 26.8 Md€. Le PLF 2020 maintient l'enveloppe du FPIC à son niveau de 2019.

◆ Améliorer le pouvoir d'achat des français

Baisser l'impôt sur le revenu des classes moyennes et populaires.

Supprimer la taxe d'habitation sur la résidence principale pour tous les français.

Pour 80% des foyers fiscaux, la taxe d'habitation sera définitivement supprimée en 2020.

Pour les 20% des ménages restants, l'allègement sera de 30% en 2021, puis de 65% en 2022.

En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

La taxe d'habitation sur les résidences secondaires et sur les logements vacants sera maintenue.

Alors que le PLF 2020 (point 1.6 de l'article 5) prévoyait que les communes et EPCI perdent leur pouvoir de taux sur la taxe d'habitation : les taux de TH 2020 sont figés à leur niveau de 2019. Comme attendu par les associations d'élus, les députés ont confirmé la décision de la commission des finances de supprimer le gel des valeurs locatives pour 2020 et ainsi de les **revaloriser de 0.9%** soit un gain estimé de 250 M€ pour les collectivités.

Simplifier et moderniser la fiscalité locale :

Transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes. Ainsi le taux de TFB 2021 de chaque commune sera égal à la somme du taux départemental de foncier bâti 2019 et du taux communal de foncier bâti 2019.

Un coefficient correcteur neutralisera les écarts de compensation. L'année de référence pour les taux et abattements de TH des communes pris en compte sera 2017.

Le Gouvernement prévoit d'engager des travaux préparatoires à la révision des valeurs locatives des locaux d'habitations avec ses premiers effets sur l'imposition foncière à partir de 2026.

Revaloriser la prime d'activité de +0.3% en 2020.

Exonérer les heures supplémentaires et reconduire la prime exceptionnelle.

◆ Soutenir l'emploi et la compétitivité

Transformer le régime d'assurance chômage :

Tous les salariés ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans leur entreprise ont droit à l'assurance-chômage en cas de démission pour réaliser un projet professionnel ;

Les règles d'indemnisation chômage sont revues pour rendre plus incitative la reprise d'un emploi durable et plus soutenable la situation financière de l'Unedic.

Un système de bonus-malus pour lutter contre les contrats courts.

La montée en charge du plan d'investissement dans les compétences (PIC) soit un prévisionnel de 3.1 Md€ en 2020 sur le périmètre de la mission « travail et emploi ».

Le coefficient de revalorisation est de 1,012 pour 2020 (pour rappel, 1,022 en 2019).

Cette revalorisation ne concerne pas les bases de TH sur les résidences principales pour lequel un coefficient spécifique de 1.009 a été voté (article 16 - I - H - 1-1° loi n°2019-1479 de finances pour 2020)

CONTEXTE LOCAL

L'année 2019 est marquée par l'aboutissement des études et diagnostics :

- Le projet de territoire
- La signature de la convention territoriale globale quadripartite (cœur de Garonne, CAF, Département, MSA)
- Le PLH approuvé en septembre 2019
- L'extension du territoire du syndicat des eaux des coteaux du Touch aux communes de Cazères, Couladère et Plagne suite au transfert de la compétence « eau »
- La décision d'instaurer la redevance incitative

La structuration des services a été poursuivie suite à un audit du personnel réalisé sur les compétences enfance-jeunesse, action sociale et services d'aides à domicile.

Cette structuration a entraîné des recrutements, la mobilité interne a été favorisée.

Des services ont été renforcés : ressources humaines, voirie et petite enfance.

D'autres ont été créés : archives, informatique.

La décision d'une gestion de l'Office de tourisme en régie autonome a été prise à effet au 1^{er} janvier 2020. Le personnel a été transféré.

Les aides à l'immobilier des entreprises et des fonds de concours à destination des communes ont été décidés pour une mise en œuvre dès 2020.

L'année 2019 a également vu la labellisation de la MSAP et l'extension des permanences administratives sur le secteur de Cazères.

I. EXERCICE 2019

Objectifs fixés pour l'exercice :

- Veiller à la bonne gestion des crédits par une maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'intercommunalité,
- Maintenir le niveau d'investissement répondant aux besoins programmés dans le cadre de la prospective financière (plan pluriannuel d'investissement),
- Maintenir les efforts de gestion pour renforcer la qualité du service rendu à l'utilisateur par l'intercommunalité.

1- DONNEES D'ANALYSE

a) Résultats 2019

Budget général	Dépenses de l'exercice	Restes à réaliser	Recettes de l'exercice	Restes à réaliser
Fonctionnement	19 996 399.40		20 986 392.69	
Investissement	8 175 534.46	4 476 383.98	7 248 788.83	2 532 281.31

Sections	Fonctionnement	Investissement
Report/excédent 2019	5 555 401.78	2 025 698.12
Résultat exercice 2019	989 993.29	- 926 745.63
Résultat cumulé	6 545 395.07	1 098 952.49
<i>Rappel 2018</i>	<i>6 179 072.87</i>	<i>1 917 420.54</i>

b) Principales recettes 2019

	2017		2018		2019	
	Montant	Ratio €/ hab	Montant	Ratio €/ hab	Montant	Ratio €/ hab
<i>Population INSEE au 01/01/2019 : 35339</i>						
TEOM	3 756 032 €	108 €	3 823 012	109 €	3 946 467	109 €
Fiscalité (CFE, CVAE, IFER, TASCOM, TH, FB et FNB) déduction du FNGIR	7 783 888 €	223 €	7 778 805 €	222 €	8 315 064 €	237 €
Compensations fiscales	314 825 €	9 €	324 558 €	9 €	424 559 €	12 €
Dotation Globale de Fonctionnement*	1 256 509 €	35.33 €	1 252 054	34.96 €	1 297 008	36.22 €

* population DGF 2019 : 36 064

- Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

Chaque ancienne intercommunalité avait instauré un zonage en fonction des conditions de réalisation du service et son coût.

Le conseil communautaire du 26 Mars 2019 a fixé les taux s'appliquant à chaque zone :

COMMUNES	TAUX	Bases provisoires	Produit prévisionnel
ZONE 16		11 799 015	1 488 468
BOUSSENS	12.50%	1 011 640	126 455
CAZERES	13.90%	5 140 998	714 599
COULADERE	11.80%	382 873	45 179
FRANCON	14.00%	157 738	22 083
LESCUNS	9.60%	47 435	4 554
MARIGNAC LASPEYRES	9.10%	164 488	14 968
MARTRES TOLOSANE	13.60%	2 332 223	317 182
MAURAN	10.70%	136 883	14 646
MONDAVEZAN	9.20%	671 703	61 797
MONTBERAUD	8.70%	163 424	14 218
MONTCLAR DE COMMINGES	12.90%	48 636	6 274
PALAMINY	10.10%	726 766	73 403
PLAGNE	9.80%	69 305	6 792
LE PLAN	9.70%	327 438	31 761
SAINT MICHEL	8.60%	249 113	21 424
SANA	7.80%	168 352	13 131

ZONE 17		4 013 640	581 978
CASTELNAU PICAMPEAU	14.50%	170 259	24 688
CASTIES LABRANDE	14.50%	61 479	8 914
LE FOUSSERET	14.50%	1 401 154	203 167
FUSTIGNAC	14.50%	50 239	7 285
GRATENS	14.50%	506 232	73 404
LUSSAN ADEILHAC	14.50%	156 307	22 665
MARIGNAC LASCLARES	14.50%	303 694	44 036
MONTEGUT BOURGAC	14.50%	90 769	13 162
MONTOUSSIN	14.50%	111 333	16 143
POLASTRON	14.50%	26 633	3 862
POUY DE TOUGES	14.50%	276 074	40 031
SAINT ARAILLE	14.50%	95 537	13 853
SAINT ELIX LE CHÂTEAU	14.50%	693 607	100 573
SENARENS	14.50%	70 323	10 197
ZONE 18		11 262 466	1 633 058
BERAT	14.50%	1 854 814	268 948
CAMBERNARD	14.50%	331 360	48 047
LABASTIDE CLERMONT	14.50%	399 586	57 940
LE LHERM	14.50%	2 929 857	424 829
POUCHARRAMET	14.50%	734 691	106 530
RIEUMES	14.50%	3 264 510	473 354
SAINTE FOY DE PEYROLIERES	14.50%	1 747 648	253 409
ZONE 19		1 404 232	175 529
BEAUFORT	12.50%	264 990	33 124
FORGUES	12.50%	155 084	19 386
LAHAGE	12.50%	131 027	16 378
LAUTIGNAC	12.50%	167 973	20 997
MONES	12.50%	54 508	6 814
MONTASTRUC SAVES	12.50%	36 503	4 563
MONTGRAS	12.50%	69 753	8 719
LE PIN MURELET	12.50%	105 337	13 167
PLAGNOLE	12.50%	215 493	26 937
SAJAS	12.50%	74 704	9 338
SAVERES	12.50%	128 860	16 108
	TOTAUX	28 479 353	3 879 032

En 2019, cette taxe s'élève à **3 946 467 en réel €** (*rappel 2018 : 3 823 012 €*).

- Fiscalité perçue

En FPU, l'EPCI se substitue aux communes pour la gestion et la perception, sur l'ensemble de son périmètre, du produit de la fiscalité professionnelle et de la fiscalité des ménages (article 1609 nonies C du CGI) :

- La Contribution Economique Territoriale (CET) constituée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)
- L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)
- La Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)
- La Taxe d'habitation
- La Taxe foncière sur les propriétés bâties
- La Taxe foncière sur les propriétés non bâties
- La Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties

La communauté de communes Cœur de Garonne est un EPCI dont le régime est en FPU.

Taux d'imposition votés par la communauté de communes en 2019 :

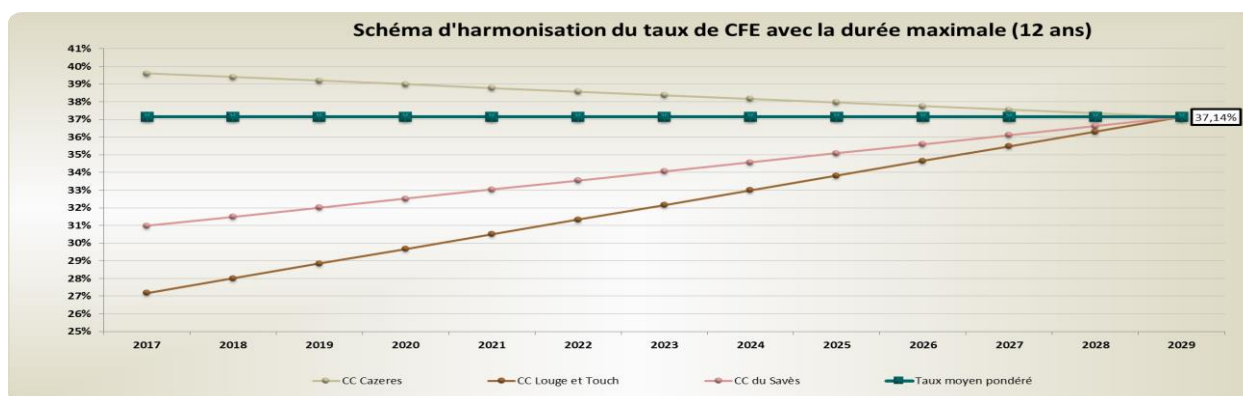
Taxes	2019
CFE	Taux moyen pondéré 37,15 %
Taxe d'habitation	10,61 %
Taxe foncière propriétés bâties	1,19 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	7,70 %

CFE

Le code général des impôts prévoit un mécanisme de lissage progressif des taux de CFE intercommunaux afin de limiter l'impact du passage à un taux de CFE unique sur les cotisations des contribuables professionnels. Le dispositif d'unification progressive du taux de CFE consiste à déterminer une durée d'harmonisation en fonction du rapport calculé entre le taux le moins élevé et le plus élevé des communautés ayant fusionné, constaté l'année précédente (2016).

Le taux moyen pondéré de CFE applicable sur la Communauté de Communes Cœur de Garonne est de 37,15%.

Pour 2019, le conseil communautaire a décidé de reconduire le taux de CFE unique de 37,15%.



Les recettes perçues au titre de la fiscalité sont les suivantes :

Fiscalité perçue	2017	2018	2019	Evolution n-1
CFE	3 234 322.00	3 388 629.00	3 519 312.00	3.86%
TASCOM	329 033.00	241 236.00	338 863.00	40.47%
CVAE	987 982.00	923 573.00	1 108 413.00	20.01%
Taxe d'habitation	3 468 898.00	3 460 774.00	3 564 997.00	3.01%
IFER	187 772.00	179 639.00	183 787.00	2.31%
Taxe foncière propriétés non bâties	127 342.00	129 920.00	131 617.00	1.31%
Taxe foncière propriétés bâties	346 626.00	353 121.00	366 162.00	3.69%
TOTAL	8 681 975.00	8 676 892.00	9 213 151.00	6.18%
FNGIR reversé	898 087 €	898 087 €	898 087 €	0.00%
Solde	7 783 888 €	7 778 805 €	8 315 064 €	6.89%

Ratio fiscalité perçue par habitant :

Fiscalité perçue	€ / habitant	€ / habitant	€ / habitant
	2017	2018	2019
CFE	92.16 €	96.56 €	99.59 €
Taxe d'habitation	99.50 €	98.61 €	100.88 €
Taxe foncière propriétés non bâties	3.63 €	3.70 €	3.72 €
Taxe foncière propriétés bâties	9.88 €	10.06 €	10.36 €
Fiscalité totale	205.17 €	208.94 €	214.55 €

- Dotation de l'Etat

Les EPCI bénéficient d'une Dotation Globale de Fonctionnement composée de 2 parts :

- La dotation de compensation : allocation compensatrice de la taxe professionnelle versée en contrepartie de la suppression progressive de la part « salaires » ;
- La dotation d'intercommunalité : elle-même composée de 2 parts : la dotation de base (30 % de l'enveloppe) fonction de la population et du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) et la dotation de péréquation (70 % de l'enveloppe) fonction de la population, du potentiel fiscal et du CIF.

La loi de finances 2019 a abondé l'enveloppe de la dotation d'intercommunalité pour les Communautés de communes en la plafonnant et en mettant en place un dispositif d'écêtement.

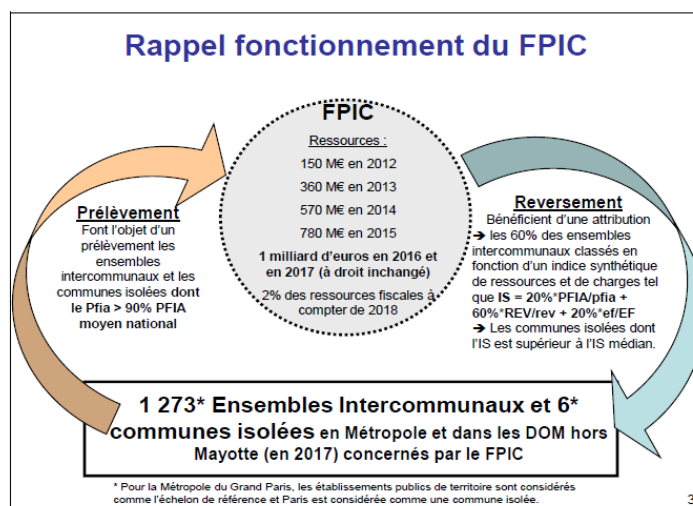
	2017	2018	2019
Dotation de compensation	702 556	687 885	672 090
Dotation d'intercommunalité	553 953	564 169	624 918
DGF Totale	1 256 509	1 252 054	1 297 008
Population	35 557	35 814	36 064
DGF par habitant	35.34	34.96	35.96

- Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

La loi de finances pour 2012 a créé le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales. Ce fonds repose sur un prélèvement d'une partie des ressources de certains ensembles intercommunaux et communes pour la reverser à des ensembles intercommunaux et communes moins favorisés. Il s'inscrit dans la progression de la péréquation horizontale, rendue nécessaire par l'existence d'importants écarts de richesse entre collectivités.

Le texte de loi adopté en 2012 prévoyait que cette solidarité se mette en place progressivement : 150 M€ en 2012, 360 M€ en 2013, 570 M€ en 2014, 780 M€ en 2015 et à partir de 2016, 2% des ressources fiscales communales et intercommunales soit plus d'1 Md€.

La loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 fixe le montant du FPIC à un milliard d'euros en 2016. La loi de finances pour 2019 les a maintenues à 1 milliard d'euros.



Source : DGCL

La contribution ou l'attribution sont réparties entre l'EPCI et les communes membres en fonction du CIF et entre les communes en fonction du potentiel financier par habitant et de la population (répartition de « droit commun »).

Des répartitions dérogatoires sont possibles.

En 2019, la communauté de communes Cœur de Garonne est attributaire.

Le mécanisme de droit commun n'a pas été retenu du fait de la perte de recettes pour la communauté de communes. C'est la répartition dérogatoire qui a été voté (délibération du 25 juin 2019).

En effet suite à la fusion des 3 EPCI préexistants, le mécanisme du droit commun avait été appliqué car le coefficient d'intégration fiscal (CIF) retenu pour le calcul du FPIC, était le plus élevé des 3 anciennes EPCI.

Cependant pour 2018 et 2019, suite à la baisse du CIF due à la fusion (qui est la pondération du taux moyen des dépenses transférées), il a été proposé d'appliquer une répartition dérogatoire libre du FPIC permettant à la communauté de communes Cœur de Garonne de ne pas supporter la baisse du CIF alors qu'elle supporte déjà le poids des compétences transférées au 01/01/2018.

	2018	2019
Part EPCI	394 474	396 713
Part communale	528 413	528 413
TOTAL	922 887	925 126

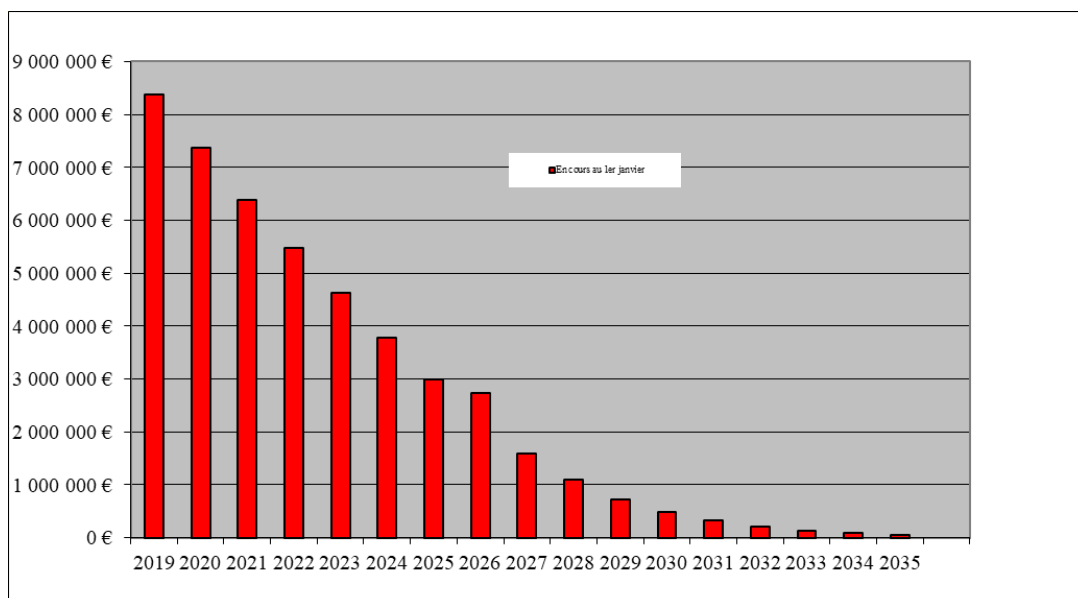
Rappel : le CIF applicable la première année de fusion est égal au CIF le plus élevé des EPCI préexistants dans la limite de 105% de la moyenne des CIF, pondérés par leur population. La 2^{ème} année dans la même catégorie, le CIF du groupement fait l'objet d'une pondération par un taux moyen de dépenses de transfert établi par catégorie. La minoration des réelles dépenses de transfert ne s'applique qu'à compter de la 3^{ème} année.

€	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Produits fiscal EPCI pour CIF	11 931 948	12 241 270	12 370 886	14 677 502	15 075 260	15 452 263	15 841 850
- dépenses de transfert CIF EPCI	0	0	2 328 823	-544 710	-516 839	-467 444	-467 444
= Produit EPCI pour le CIF	11 931 948	8 631 491	10 042 063	13 364 519	13 729 106	14 365 261	14 673 321
Produits des communes	13 074 849	13 398 645	13 765 600	14 192 289	14 480 981	14 660 356	14 840 995
Coefficient d'intégration Fiscale	42.61%	33.73%	38.42%	49.48%	49.58%	50.30%	50.52%

	Montants € 2017	Montants € 2018	Montants € 2019
BEAUFORT	7 010	7 010	7 010
BERAT	62 940	62 940	62 940
BOUSSENS	0	0	0
CAMBERNARD	8 616	8 616	8 616
CASTELNAU-PICAMPEAU	4 896	4 896	4 896
CASTIES-LABRANDE	2 804	2 804	2 804
CAZERES	53 908	53 908	53 908
COULADERE	8 647	8 647	8 647
FORGUES	3 805	3 805	3 805
FRANCON	4 123	4 123	4 123
FUSTIGNAC	1 801	1 801	1 801
GRATENS	12 573	12 573	12 573
LABASTIDE-CLERMONT	14 745	14 745	14 745
LAHAGE	4 555	4 555	4 555
LAUTIGNAC	5 206	5 206	5 206
LE FOUSSERET	34 269	34 269	34 269
LESCUNS	1 359	1 359	1 359
LHERM	63 480	63 480	63 480
LUSSAN-ADEILHAC	5 072	5 072	5 072
MARIGNAC-LASCLARES	10 167	10 167	10 167
MARIGNAC-LASPEYRES	4 342	4 342	4 342
MARTRES-TOLOSANE	0	0	0
MAURAN	3 362	3 362	3 362
MONDAVEZAN	9 121	9 121	9 121
MONES	1 527	1 527	1 527
MONTASTRUC-SAVES	1 321	1 321	1 321
MONTBERAUD	3 742	3 742	3 742
MONTCLAR-DE-COMMINGES	1 952	1 952	1 952
MONTEGUT-BOURJAC	2 927	2 927	2 927
MONTGRAS	1 818	1 818	1 818
MONTOUSSIN	2 030	2 030	2 030
PALAMINY	8 913	8 913	8 913
PIN-MURELET LE	3 204	3 204	3 204
PLAGNE	2 337	2 337	2 337
PLAGNOLE	5 551	5 551	5 551
PLAN LE	11 770	11 770	11 770
POLASTRON	1 462	1 462	1 462
POUCHARRAMET	14 617	14 617	14 617
POUY-DE-TOUGES	7 780	7 780	7 780

RIEUMES	60 977	60 977	60 977
SAINT-ARAILLE	3 007	3 007	3 007
SAINT ELIX LE CATEAU	11 694	11 694	11 694
SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES	34 861	34 861	34 861
SAINT-MICHEL	6 764	6 764	6 764
SAJAS	2 433	2 433	2 433
SANA	4 251	4 251	4 251
SAVERES	3 918	3 918	3 918
SENARENS	2 756	2 756	2 756
Total Communes Cœur de Garonne	528 413	528 413	528 413
Total EPCI Cœur de Garonne	392 477	394 474	396 713
Total Cœur de Garonne	920 890	922 887	925 126

c) Niveau d'endettement



La structure de la dette se décompose de la manière suivante :

Années N	Budget	Capital restant dû au 01/01/2019	Annuité versée	Amortissement	Intérêts
2019	Principal	7 958 938.91 €	1 171 034.02 €	972 638.02 €	198 396.00 €
	Photovoltaïque	121 057.13 €	16 059.51 €	11 580.40 €	4 479.11 €
	ZA Descaillaux	299 999.95 €	32 525.68 €	26 666.68 €	5 858.00 €
	TOTAL	8 379 995.99 €	1 219 619.21 €	1 010 885.10 €	208 733.11 €

Ratio dette par rapport à la population :

Ce ratio exprime le niveau d'endettement de la collectivité, en euros par habitant

	2017	2018	2019
En cours de la dette en début d'exercice (01/01)	8 846 814.50 €	8 577 114.42 €	8 379 995.99 €
Population	34 862	35 094	35 339
Ratio / habitant	253.77 €	244.40 €	237.13 €

Ratio niveau d'endettement :

Le niveau d'endettement exprime le nombre d'années qu'il faudrait à la collectivité pour se désendetter totalement, si elle consacrait l'intégralité de ses recettes de fonctionnement au remboursement de ses emprunts. En moyenne, il est de 0,8 année. Le seuil d'alerte de la comptabilité publique est de 1,6 pour les collectivités > 5 000 habitants.

	2017	2018	2019
En cours de la dette en fin d'exercice (31/12)	7 882 000.78 €	8 568 939.85 €	7 374 634.80 €
Produits réels de fonctionnement	13 751 082.73 €	19 366 676.87 €	20 952 855.84 €
Taux d'endettement (années)	0.57	0.44	0.35

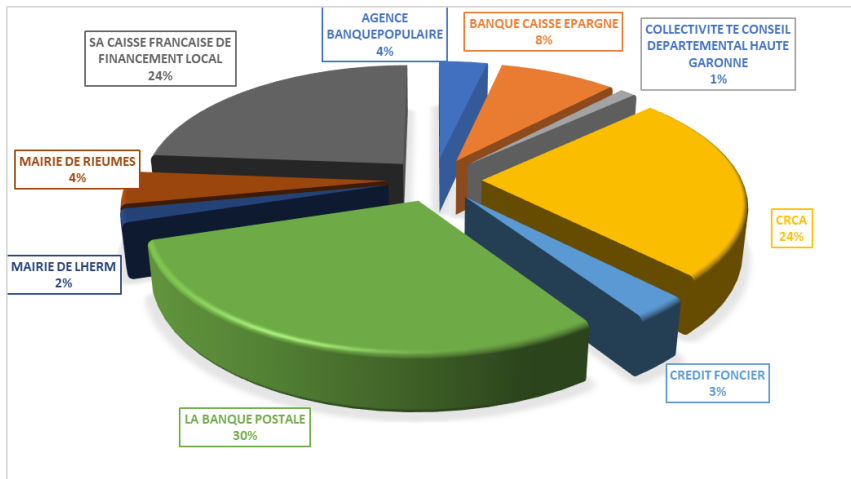
Ratio capacité de désendettement :

La capacité de désendettement exprime le nombre d'années qu'il faudrait à la collectivité pour se désendetter totalement, si elle consacrait l'intégralité de son épargne brute au remboursement de ses emprunts. En moyenne, il est de 5 à 6 années.

	2017	2018	2019
En cours de la dette en fin d'exercice (31/12)	7 882 000.78 €	8 568 939.85 €	7 374 634.80 €
Epargne brute	4 580 793.22 €	1 957 631.05 €	1 623 234.60 €
Capacité de désendettement (années)	1.72	4.38	4.54

La capacité de désendettement s'est dégradée par rapport à 2017 et 2018 dû à l'épargne brute qui s'est dégradée en 2019. Cependant elle reste sous un seuil raisonnable.

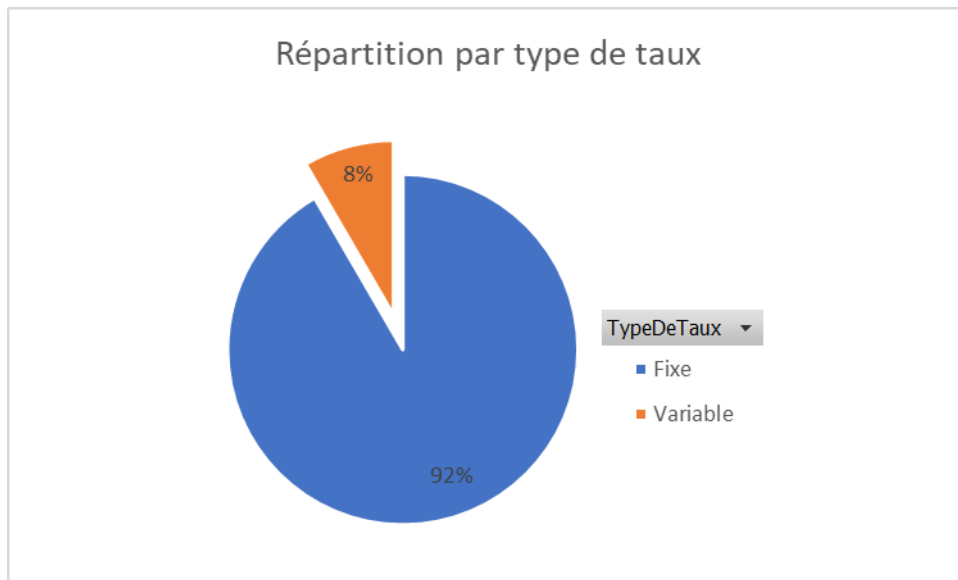
Répartition de la dette par prêteur



Les emprunts remboursés aux mairies de Lherm et de Rieumes correspondent aux encours liés à la voirie et aux équipements sportifs.

Les emprunts ont été conservés par les communes et la communauté de communes leur rembourse les annuités correspondantes, en contrepartie ces annuités sont retenues sur leur attribution de compensation.

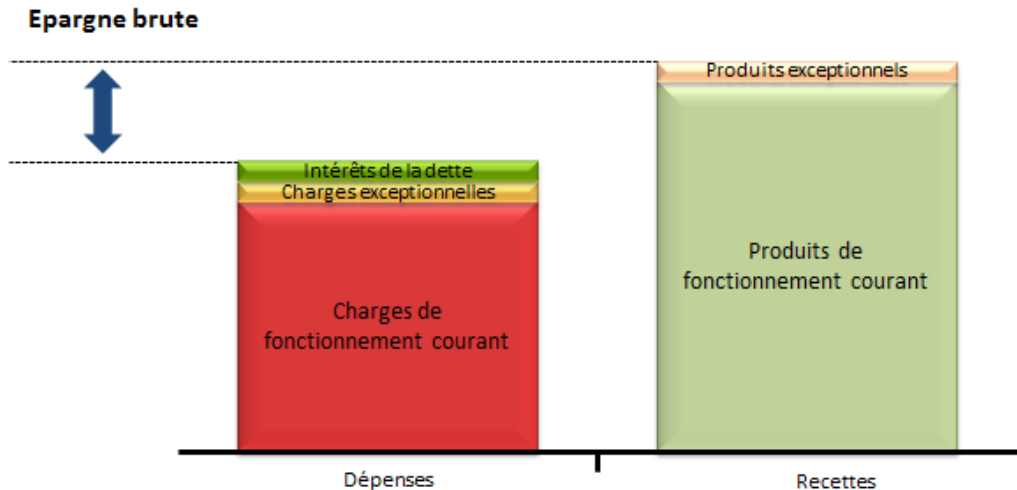
Répartition du capital remboursé par nature de taux



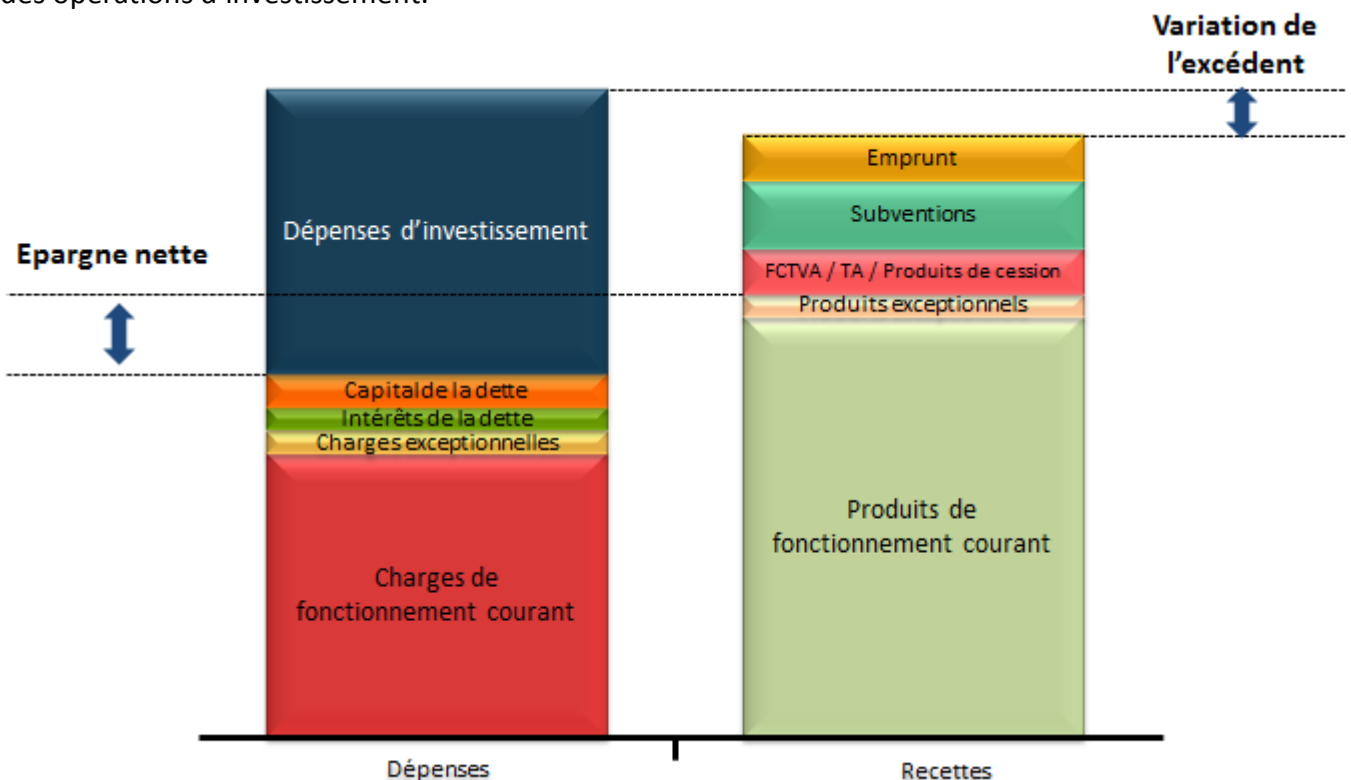
d) Equilibre budgétaire

Le principe d'équilibre budgétaire applicable aux collectivités locales et à leurs établissements publics, posé par la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, se trouve aujourd'hui codifié à l'article L 1612-4 du CGCT.

Selon ce texte, un budget est en équilibre réel lorsque l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice (hors dotations aux amortissements), diminué des intérêts de la dette, dit **épargne brute**, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.



Une fois les remboursements de dette payés, il reste une **épargne nette** destinée à l'autofinancement des opérations d'investissement.

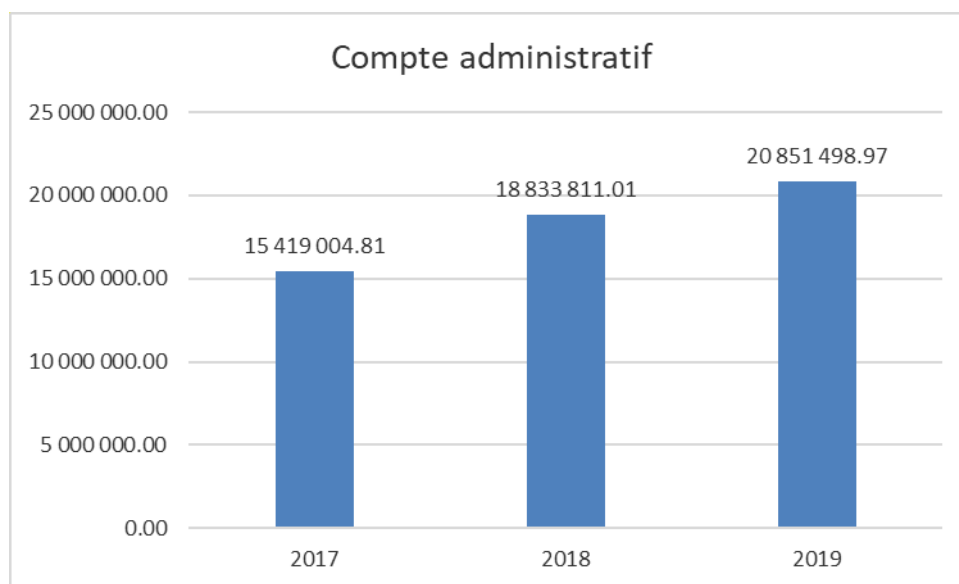


	2017	2018	2019
Charges réelles de fonctionnement	13 507 160.28 €	17 121 697.49 €	19 134 199.32 €
Produits réels de fonctionnement	18 331 875.95 €	19 366 676.87 €	20 958 891.34 €
Charges exceptionnelles	14 681.32 €	173 958.30 €	403 204.54 €
Produits exceptionnels	210 493.68 €	110 992.52 €	178 632.21 €
EXCEDENT BRUT COURANT	4 628 903.31 €	2 307 945.16 €	2 049 264.35 €
EPARGNE DE GESTION	4 824 715.67 €	2 244 979.38 €	1 824 692.02 €
Intérêts	243 922.45 €	287 348.33 €	195 421.92 €
EPARGNE BRUTE	4 580 793.22 €	1 957 631.05 €	1 629 270.10 €
Capital	1 023 705.40 €	946 071.07 €	972 638.02 €
EPARGNE NETTE	3 557 087.82 €	1 011 559.98 €	656 632.08 €
PROSPECTIVE ATD 2018-2023		1 014 834.00 €	619 075.00 €

En 2019, le montant de l'épargne brute, à l'issue de l'exercice, continue d'être suffisant pour couvrir le remboursement du capital de la dette tout en se dégradant par rapport à 2017 et 2018 dû aux transferts de compétence et à l'augmentation des charges de fonctionnement.

2- Compte administratif 2019

a) Fonctionnement



En 2019, le budget consolidé s'élève à 20 851 498.97 € soit 10.71% d'augmentation par rapport à 2018.

Ratio dépenses réelles de fonctionnement par rapport à la population :

Ce ratio traduit, en euros par habitant, le niveau de service rendu à la population.

	2017	2018	2019
Population	34 862	35 094	35 339
Dépenses réelles de fonctionnement	13 507 160.28 €	17 121 697.49 €	19 134 199.32 €
Ratio	387.45 €	487.88 €	541.45 €

Ratio recettes réelles de fonctionnement par rapport à la population :

Ce ratio exprime en euros par habitant, le montant des recettes provenant principalement de la fiscalité, des dotations de l'Etat et des charges transférées des communes, dont dispose la collectivité pour financer la gestion des services intercommunaux.

	2017	2018	2019
Population	34 862	35 094	35 339
Produits réels de fonctionnement	18 331 875.95 €	19 366 676.87 €	20 952 855.84 €
Ratio	525.84 €	551.85 €	592.91 €

❖ **BUDGET PRINCIPAL**

La répartition des dépenses et recettes de fonctionnement en 2019, par chapitre, est la suivante :

Dépenses

Chap	Objet	BUDGET 2019	Rattachement 2019	RÉALISÉ 2019
011	Charges à caractère général	5 983 550.81	356 501.82	5 344 851.12
012	Charges de personnel	7 726 127.08	103 186.55	7 839 324.46
014	Atténuations de produits	2 198 435.00		2 197 940.00
65	Autres charges de gestion courantes	4 154 692.01	2 152.38	3 348 879.20
66	Charges financières	213 856.57		195 421.92
67	Charges exceptionnelles	120 000.00		403 204.54
68	Dotations aux provisions	1 000.00		0.00
042	Dotations aux amortissements	606 916.89		666 778.16
022	Dépenses imprévues	1 027 587.63		0.00
023	Virement à la section d'investissement	2 796 027.20		0.00
	TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	24 828 193.19	461 840.75	19 996 399.40

Recettes

Chap	Objet	BUDGET 2019	Rattachement 2019	RÉALISÉ 2019
002	Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	5 178 986.95		5 555 401.78
013	Atténuations de charges	35 000.00	7 675.65	148 848.55
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	27 501.35		27 501.35
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	986 880.00	154 850.72	1 097 041.02
73	Impôts et taxes	14 954 107.00		15 376 028.00
74	Dotations, subventions et participations	3 536 831.25		4 151 098.59
75	Autres produits de gestion courante	77 086.64		5 243.93
77	Produits exceptionnels	30 800.00		178 632.21
78	Reprises sur amortissements et provisions	1 000.00		1 999.04
	TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT	24 828 193.19	162 526.37	26 541 794.47

Zoom sur les dépenses de Personnel

L'article L2312-1 du CGCT prévoit que le rapport sur les orientations budgétaires pour les communes de plus de 20 000 habitants (par extension à cet article les EPCI) comporte des données sur la structure des effectifs, les dépenses de personnel comportant des éléments sur la rémunération (traitements indiciaires, NBI, heures supplémentaires rémunérées, avantages en nature), la durée effective du travail.

Ratio des charges de personnel en fonction des dépenses réelles de fonctionnement (budget principal) :

Ce ratio exprime en pourcentage des dépenses réelles de fonctionnement, la part des frais de personnel.

	2017	2018	2019
Dépenses de personnel	5 236 026.38 €	6 702 726.96 €	7 839 324.46 €
Dépenses réelles de fonctionnement	14 295 727.31 €	17 121 697.49 €	19 134 199.32 €
Ratio (%)	36.63%	39.15%	40.97%

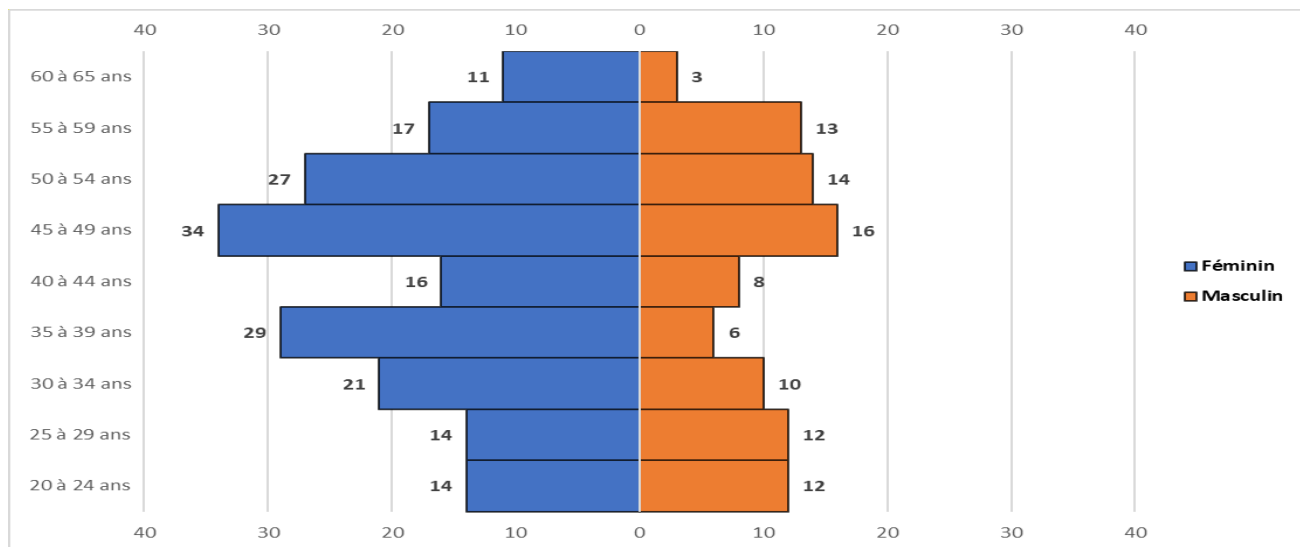
La masse salariale est en augmentation en 2019 du fait :

- Du recrutement du personnel proratisé en 2018 et en pleine charge en 2019
- Du recrutement du personnel en 2019 dans le cadre de l'audit du personnel et du renforcement des services voirie, RH, archives, informatique
- De la consolidation de certains contrats aidés

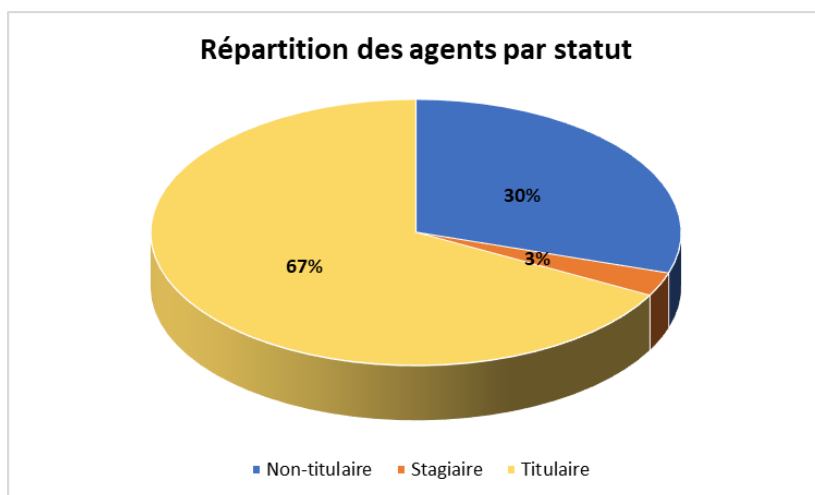
La rigidité des charges de structure s'élève à 0,38 en augmentation par rapport à 2018.

La rigidité est le rapport entre les charges structurelles (charges de personnel + charges d'intérêts) et les produits de fonctionnement. Il traduit les marges de manœuvre dont bénéficie la collectivité pour de nouvelles politiques. Un ratio élevé traduit la disproportion du poids des charges par rapport aux produits et la difficulté qu'éprouve la collectivité à les rééquilibrer pour les réduire, principalement en matière de frais de personnel. Le seuil d'alerte est à 0,65.

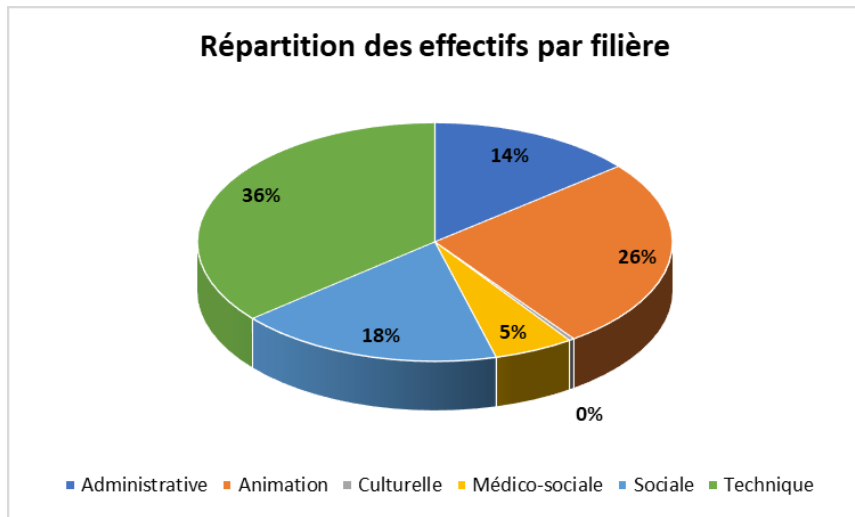
✓ La structure des effectifs au 31/12/2019 :



Pyramide des âges des emplois permanents

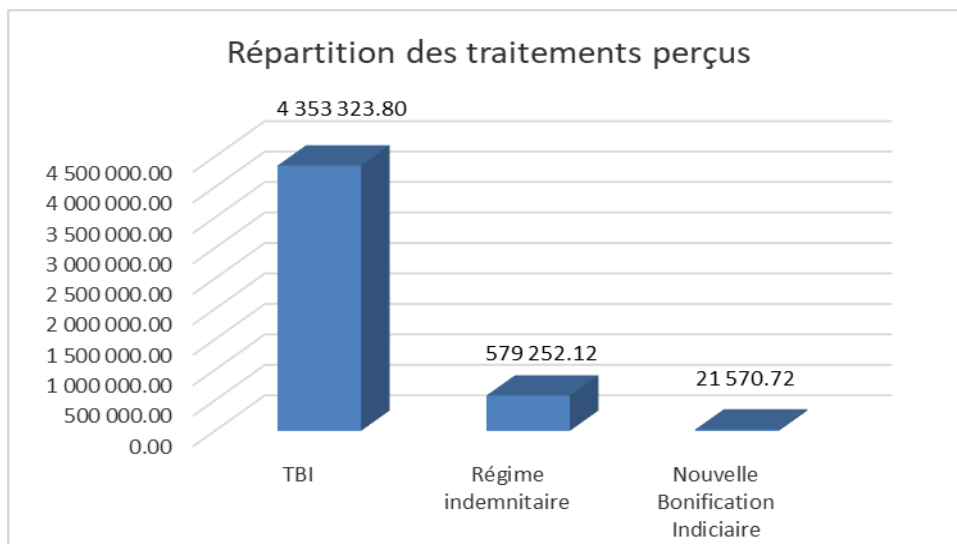


Les agents titulaires représentent 67 % des effectifs, d'une masse salariale qui représente globalement environ 40 % des dépenses réelles de fonctionnement 2019.



En 2019, les filières techniques représentent 36 % des effectifs. Il s'agit des compétences nécessitant le plus de personnel (voirie, collecte des déchets ménagers, services techniques, équipements sportifs).

✓ Les éléments sur la rémunération :



Le régime indemnitaire représente 11.69 % de la rémunération des agents toutes catégories confondues.

✓ Les heures supplémentaires :

La communauté de communes Cœur de Garonne a payé en 2019, 4 710.20 € en heures supplémentaires.

✓ La durée effective du travail :

Depuis le 1^{er} septembre 2018 le temps de travail a été harmonisé sur toute la communauté de communes et la durée effective du travail est de **1 568 heures**.

❖ BUDGET ANNEXE SERVICE D'AIDE A DOMICILE

	BP 2019	REALISE 2019
011 - Groupe 1 : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 100.00	22 011.63
012 - Groupe 2 : Dépenses afférentes au personnel	847 487.20	805 576.99
016 - Groupe 3 : Dépenses afférentes à la structure	40 523.80	26 733.46
Total Dépenses fonctionnement	913 111.00	854 322.08
002 - Résultat d'exécution de la section d'exploitation reporté	2 870.33	2 870.33
017 - Groupe 1 : Produits de la tarification	751 610.00	25 931.00
018 - Groupe 2 : Autres produits relatifs à l'exploitation	152 406.00	821 927.25
019 - Groupe 3 : Produits financiers et produits non encaissables	6 224.67	4 370.99
Total Recettes fonctionnement	913 111.00	855 099.57

Le budget annexe s'équilibre avec le versement d'une subvention du budget principal de **58 954.41 €**.

❖ BUDGET ANNEXE PORTAGE DE REPAS

	BP 2019	REALISE 2019
011 - Charges à caractère général	309 318.51	261 330.60
012 - Charges de personnel et frais assimilés	2 500.00	34 938.74
023 - Virement à la section d'investissement	0.00	0.00
65 - Autres charges de gestion courante	1 700.00	1.34
67 - Charges exceptionnelles	1 000.00	0.00
Total Dépenses fonctionnement	314 518.51	296 270.68
002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	18.51	18.51
013 - Atténuations de charges	5 000.00	7 119.25
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	232 500.00	223 018.01
75 - Autres produits de gestion courante	77 000.00	66 106.54
77 - Produits exceptionnels	0.00	8.37
Total Recette fonctionnement	314 518.51	296 270.68

Le budget annexe s'équilibre avec le versement d'une subvention du budget principal de **66 105.04 €**.

b) Investissement

Objet	BUDGET 2019	Restes à réaliser 2019	RÉALISÉ 2019
020 - Dépenses imprévues (investissement)	100 000.00		
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	27 501.35		27 501.35
10 - Dotations, fonds divers et réserves	0.00		108 639.17
13 - Subventions d'investissement	0.00		3 833 516.82
16 - Emprunts et dettes assimilées	998 023.52		972 638.02
20 - Immobilisations incorporelles	59 650.00		26 136.00
204 - Subventions d'équipement versées	1 050 151.00		207 965.34
21 - Immobilisations corporelles	3 601 094.78	729 647.39	344 113.53
23 - Immobilisations en cours	9 012 124.34	3 746 736.59	2 655 024.23
27 - Autres immobilisations financières	0.00		0.00
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	14 848 544.99	4 476 383.98	8 175 534.46
Dépenses réelles à prendre en compte hors opérations d'ordre sur le chapitre 13 subventions et transfert des résultats au SIECT			4 342 017.64

Objet	BUDGET 2019	Restes à réaliser 2019	RÉALISÉ 2019
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 917 420.54		
021 - Virement de la section de fonctionnement	2 796 027.20		
024 - produits de cessions	76 900.00		
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	606 916.89		666 778.16
10 - Dotations, fonds divers et réserves	2 500 000.00		1 415 920.61
13 - Subventions d'investissement	4 251 280.36	2 532 281.31	5 162 031.82
16 - Emprunts et dettes assimilées	2 700 000.00		0.01
23 - Immobilisations en cours	0.00		464.38
27 - Autres immobilisations financières	0.00		3 593.85
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	14 848 544.99	2 532 281.31	7 248 788.83
Recettes réelles à prendre en compte hors opérations d'ordre sur le chapitre 13 subventions			3 415 272.01

Effort d'équipement par rapport à la population :

Ce ratio traduit, en euros par habitant, la part d'investissement réalisée.

	2017	2018	2019
Population	34 862	35 094	35 339
Dépenses réelles d'investissement	3 983 129.76 €	4 186 345.12 €	3 233 239.10 €
Ratio	114.25 €	119.29 €	91.49 €

Ratio dépenses réelles totales (fonctionnement et investissement) par rapport à la population :

Ce ratio traduit, en euros par habitant, le niveau de service rendu à la population toutes dépenses comprises.

	2017	2018	2019
Population	34 862	35 094	35 339
Dépenses réelles totales	17 490 290.04 €	21 308 042.61 €	22 367 438.42 €
Ratio	501.70 €	607.17 €	632.94 €

II. EXERCICE 2020

❖ BUDGET PRINCIPAL

a) Principales dépenses de fonctionnement

Hors personnel	CA 2019	BP 2020	Observations
« Non ventilable »	3 448 191.84	3 435 309.00	Cf. détail
Administration générale (3 Pôles)	220 836.19	188 000.00	Dont fonctionnement MSI année complète
Animaux errants	34 482.67	37 500.00	
Communication	43 614.74	50 300.00	Outils de communication institutionnelle (kakémono, objets promotionnels, ...) journal + distribution
Culture	92 620.48	129 550.00	Maintien de l'enveloppe aux « associations » (100 360 €) + Cœur estival
Petite Enfance	831 262.81	1 081 120.00	4 trimestres entiers de nouvelle DSP
Interventions économiques	74 540.06	251 806.00	Aides à l'immobilier d'entreprise (150 000 €) + aides liées à la compétence (BGE, FD CIVAM, Initiative Comminges, ACVA)
Tourisme	361 392.57	56 490.00	Fonctionnement OTI sur le budget annexe OTI créé en 2020
Gymnases	177 564.31	221 100.00	
Stades	316 511.81	337 600.00	
Enfance-Jeunesse :	1 670 603.66	1 644 664.00	Ventilation subventions versées ALAE/ALSH des partenaires pas toujours exacte
Dont ALAE	1 047 742.85	799 909.00	
ALSH	510 674.48	698 755.00	
Séjours	112 186.33	157 000.00	
Action sociale	6 150.09	51 500.00	Action « Permis de conduire » 2019-2020 + Subvention aux associations + plateforme Wimoov
Hébergement de transition	5 876.79	5 200.00	
MFS	1 388.12	10 100.00	
Espace de vie sociale	64 000.00	72 000.00	Centre social Cazères + EVS Le Fousseret
Déchets ménagers	2 531 394.03	3 093 360.00	Pour mémoire prévu au BP 2019 : 3 212 924 €

	CA 2019	BP 2020	Observations
Mobilité – Transport à la demande	47 235.05	72 130.00	
Services techniques	45 589.92	61 100.00	
Voirie	797 247.42	894 750.00	
Actions en faveur des personnes âgées	2 052.84	9 940.00	Subvention SIAS + divers ateliers « séniors »
Habitat	17 702.49	64 780.00	Etudes diverses + actions PLH
Urbanisme	2 166.81	9 000.00	Subvention documents d'urbanisme communes
Préservation du milieu naturel	184 019.87	200 000.00	GEMAPI – Participations Syndicats
TOTAL	12 647 048.23	13 632 963.00	

Focus 01 – Non ventilable

Principales dépenses de la fonction « Non ventilable 2020 »	3 435 309.00
Études	30 000.00
Cotisations (ATD, AMF, PETR)	132 000.00
Attributions de compensation	1 400 000.00
FNGIR	898 087.00
Contingents SDIS	413 372.00
Participation Haute-Garonne Numérique (SDAN)	45 000.00
Honoraires (avocat, comptable payeur, ...)	10 000.00
Créances admises en non-valeur	25 000.00
Subvention amicale du personnel AP3CG	47 000.00
Subventions d'équilibre budgets annexes	400 000.00
Diverses charges administratives non imputables aux services (affranchissement, annonces, ...) + subvention CROPSAV - ADALFA	34 850.00

Estimation des charges de personnel 2020	
Masse salariale actuelle au 01/01/2019 hors SAD	6 648 885.00
Prévision recrutements 2019	520 000,00
Remboursement mises à disposition Personnel aux communes (voirie, gymnase, enfance/jeunesse) prévu dans les AC	900 000.00
Prévisions remplacement Personnel (maladie, absences diverses), GVT – 3 %	543 000,00
TOTAL	8 611 885,00

Recrutements réalisés en 2019 (charge complète en 2020) + Recrutements 2020 :

2019 :

- Directeur OTI
- Chargée de mission Développement économique
- Chargée de mission Habitat mobilité
- 3 Psychologues LAEP (TC, 28h et 5h)
- Chargée de mission redevance incitative
- Assistante action sociale
- animateur jeunesse

2020 :

- Assistante enfance-jeunesse
- animateur MFS (labellisation)
- Assistante administrative Déchets Voirie
- Conseiller Prévention

b) Principales recettes de fonctionnement

Fonction	CA 2019	BP 2020
Excédent de fonctionnement reporté	5 555 401.78	5 045 395.07
« Non ventilable »		
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) – non notifiée – estimation prospective ATD (+1.12% revalorisation bases)	3 519 312.00	3 526 941.00
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) non notifiée - estimation prospective ATD (+1%)	338 863.00	345 639.00
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)	1 108 413.00	1 145 000.00
Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) – non notifiée estimation prospective ATD (+2%)	183 787.00	219 463.00
Taxe d'habitation – non notifiée estimation prospective ATD (2 % évolution physique bases nouvelles et revalorisation bases Etat 0.9%) – Taux constant 10,61 %	3 564 997.00	3 656 616.00
Taxe foncière sur les propriétés non bâties - non notifiée estimation prospective ATD (2 % évolution physique bases nouvelles et revalorisation bases Etat 1.012%) – Taux constant 7,70 %	131 617.00	132 900.00
Taxe foncière sur les propriétés bâties- non notifiée estimation prospective ATD (2 % évolution physique bases nouvelles et revalorisation bases Etat 1.012%) – Taux constant 1,19 %	366 162.00	376 987.00
Allocations compensatrices - non notifiées	326 455.00	378 334.00

Dotation de compensation groupement de communes – <i>non notifiée</i>	672 090.00	658 582.00
Dotation d'intercommunalité – <i>non notifiée</i>	624 918.00	688 858.00
Fonds de péréquation des recettes intercommunales et communales (FPIC) – <i>non notifié</i>	396 713.00	396 713.00
Attribution de compensation	1 817 469.00	1 850 000.00
Administration générale		
Remboursement des communes sur la mise à disposition des secrétaires intercommunales	94 494.51	95 000.00
Enfance & Jeunesse		
Prestations CAF (Contrat Enfance Jeunesse + prestations de service) + facturation familles	1 221 565.25	1 229 100.00
Crèches et garderies		
Prestations CAF (Contrat Enfance Jeunesse + prestation de service + remboursement MAD)	1 155 035.07	1 155 000.00
Action sociale- Hébergement de transition -MSAP		
Participation charges de fonctionnement (hébergement)	470.07	500.00
MFS (aides de l'état sur labellisation)	33 750.00	30 000.00
Collecte et traitement des ordures ménagères		
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères – <i>non notifiée estimation prospective ATD (2 %) + soutiens + redevance spéciale</i>	4 002 297.50	4 048 592.00
TOTAL DES PRINCIPALES RECETTES hors report 2019	19 558 408.40	19 934 225.00
TOTAL DES PRINCIPALES RECETTES	25 113 810.18	24 979 620.07

c) Dépenses d'investissement identifiées

		BP 2020	
Déchèteries	Aménagements zone nord	20 000.00	99 000.00
	Aménagements zone sud	30 000.00	
	Signalisation entrées	9 000.00	
	Presse carton	15 000.00	
	Caisson maritime + bennes	25 000.00	
Maison du Touch	Matériel informatique + logiciel RH	89 600.00	419 600.00
	Mobilier	20 000.00	
	Divers travaux	10 000.00	
	Fonds de concours (communes)	300 000.00	
Matériel OM	Camion benne + camion carton + broyeur	390 000.00	1 315 730.00
	Conteneurs (redevance incitative)	301 650.00	
	Acquisition colonnes verre + papier	317 000.00	
	Aménagement point d'apport volontaire (PAV)	159 600.00	
	Logiciel gestion tournées + GPS+ identification PAV + identification RI	130 600.00	
	Badges + lecteurs portatifs puces	13 880.00	
	Pince camion grue	3 000.00	
Matériel services techniques	Coffret outillage	4 000.00	161 114.00
	Logiciel patrimoine	8 814.00	
	Nacelle – polybenne – matériel randonnée	148 300.00	
Petite Enfance	Travaux divers	140 600.00	205 954.00
	Mobilier (renouvellement)	46 689.00	
	Logiciel + matériel informatique	13 300.00	
	Petit matériel	5 365.00	
Relais d'assistants maternels	Divers travaux	3 000.00	16 551.00
	Mobilier	4 800.00	
	Renouvellement matériel pédagogique	8 751.00	
Voirie	Etudes	40 000.00	3 172 000.00
	Signalétiques	32 000.00	
	Travaux	3 100 000.00	
Equipements culturels	Etudes salle Denis Paunéro	30 000.00	33 000.00
	Supports de communication Cœur Estival	3 000.00	
Développement Economique	Réserves foncières	300 000.00	931 733.00
	Participation travaux PPRT Antargaz – BASF – Lacroix	535 733.00	
	Divers travaux	56 000.00	
	Signalétique ZA	40 000.00	

Equipements sportifs - stades	Stade Ste Foy (micro station + ADAP + arrosage)	184 000.00	1 044 000.00
	Stade Lherm (synthétique)	270 000.00	
	Stade Rieumes	446 400.00	
	Divers travaux stades	85 000.00	
	Equipements divers (robot, tondeuse...)	48 100.00	
	Conteneurs stockage	10 500.00	
Borret	Aménagements locaux	4 000.00	4 000.00
Aménagement numérique	Participation SDAN	28 800.00	28 800.00
Enfance - Jeunesse	Matériel informatique	10 950.00	24 514.00
	Mobilier	13 564.00	
Maison du Campet	Divers aménagements (portail, bureaux, salle d'attente...)	36 203.00	72 679.00
	Matériel de bureau et informatique	13 000.00	
	Mobilier	5 000.00	
	Matériel transport (report 2019)	18 476.00	
Maison des Pyrénées	Matériel informatique	14 000.00	67 576.00
	Mobilier	4 000.00	
	Petit matériel	2 000.00	
	Extension Maison des Pyrénées (solde)	29 100.00	
	Matériel transport (report 2019)	18 476.00	
Equipements sportifs – gymnase	Etude piste athlétisme gymnase Cazères	6 000.00	1 571 661.00
	Etude gymnase Rieumes	15 000.00	
	Panneaux d'affichage	3 950.00	
	Travaux gymnase Le Fousseret	23 711.00	
	Travaux gymnase Cazères (solde)	1 523 000.00	
Tourisme	Chemins de randonnée : lames directionnelles + tables de pique-nique + pancartes	40 000.00	82 140.00
	Aménagement BIT accessibilité	5 000.00	
	Route Dartagnan	37 140.00	
Espace de Vie Sociale et Centre social	Frais d'étude	20 000.00	23 000.00
	Mobilier	3 000.00	
Hébergement de transition	Achat secteur Cazères	200 000.00	200 000.00
TOTAL PRINCIPALES DEPENSES INVESTISSEMENT 2020		9 473 052.00	
Restes à réaliser 2019		4 476 383.98	
TOTAL		13 949 435.98	

Détail Restes à réaliser 2019

Maison du Touch	Matériel informatique	1 479.60	654 179.65
	MOE et Travaux extension	652 700.05	
Matériel OM	Camion benne	246 720.00	325 730.64
	Conteneurs	79 010.64	
Petite enfance	Mobilier (renouvellement)	8 246.09	10 535.69
	Matériel informatique	2 289.60	
Voirie	Travaux	210 625.33	210 625.33
Développement Economique	Acquisition ressourcerie Cazères	354 587.60	354 587.60
Borret	Vestiaires	1 986.53	1 986.53
Maison du Campet	Matériel de bureau et informatique	11 085.29	11 085.29
Maison des Pyrénées	Matériel informatique	1 114.80	57 073.18
	Mobilier	14 184.51	
	Extension	41 773.87	
Equipements sportifs - Gymnases	Travaux Gymnase Cazères	2 841 637.34	2 841 637.34
Equipements sportifs - Stades	Pose et dépose 2 chauffe-eaux	7 743.93	7 743.93
Espace de Vie Sociale et Centre social	Matériel de bureau et informatique	1 198.80	1 198.80
Total Restes à réaliser 2019		4 476 383.98	

d) Recettes d'investissement

		BP 2020	
Maison du Touch	Remboursement SMGALT	164 000.00	324 000.00
	Département contrat de territoire (Travaux extension)	160 000.00	
Voirie	Département - Pool routier	930 000.00	930 000.00
Gymnase Cazères	DETR 2020	300 000.00	940 000.00
	Département contrat de territoire 2020	190 000.00	
	Région	450 000.00	
Projet de territoire	Leader	26 574.12	26 574.12
Tourisme	Signalétique (DETR 2016)	11 118.00	11 118.00
Autres recettes	FCTVA 2020 (3 et 4 ^{ème} trimestres 2019 – 2 premiers 2020)	800 451.00	800 451.00
	<i>Affectation des résultats proposée</i>	<i>1 500 000.00</i>	
	Amortissement	569 358.56	
	EMPRUNT 2020	5 217 000.00	
	Restes à réaliser 2019	2 532 281.31	
	Report 2019	1 098 952.49	
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2019	13 949 735.48	

		RESTES A REALISER RECETTES 2019	
Maison du Touch	DETR 2019 - Maison du Touch	109 632.00	109 632.00
Voirie	Département - pool routier	675 433.43	675 433.43
Développement Economique	Département contrat de territoire - Acquisition ressource	140 000.00	140 000.00
Gymnase Cazères	DETR 2019	210 000.00	1 450 000.00
	Département – contrat de territoire 2019	190 000.00	
	Région	1 050 000.00	
Maison des Pyrénées	DSIL 2019	61 250.00	141 508.28
	Département - Extension	80 258.28	
	Région - Géothermie	8 533.20	
	Ademe - Géothermie	3 590.40	
PLH	DETR 2019	3 584.00	3 584.00
Total Restes à réaliser 2019		2 532 281.31	

❖ BUDGET PORTAGE DE REPAS - Dépenses/Recettes

	CA 2019	BP 2020	Observations
Dépenses	296 270.68	359 680.00	Prévisions charges de personnel + coût des repas
Recettes	296 207.68	359 680.00	Dont 123 680 € de subvention d'équilibre (2019 : 66 105 €)

❖ BUDGET SERVICE D'AIDES A DOMICILE – Dépenses/Recettes

	CA 2019	BP 2020	Observations
011 - groupe 1 : dépenses afférentes à l'exploitation	22 011.63	29 100.00	
012 - groupe 2 : dépenses afférentes au personnel	805 576.99	820 000.00	
016 - groupe 3 : dépenses afférentes à la structure	26 733.46	28 165.00	
TOTAL dépenses de fonctionnement	854 322.08	877 265.00	
017- groupe 1 : produits de tarification	25 931.00	48 116.00	
018 - groupe 2 : autres produits relatifs à l'exploitation	821 927.25	829 149.00	Dont subvention équilibre 120 094€ (2019 : 58 954.41€)
019 - groupe 3 : produits financiers	4 370.99	0.00	
TOTAL recettes de fonctionnement	852 229.24	877 265.00	

❖ BUDGETS ANNEXES – ZONES D'ACTIVITES

ZONE D'ACTIVITES LHERM	
Etudes - Travaux d'aménagement	265 000.00
Acquisition terrain communal (2 ^{ème} tranche)	150 000.00
ZONE D'ACTIVITES SAINTE-FOY DE PEYROLIERES	
Acquisition terrain privé suite à DUP	130 000.00
ZONE D'ACTIVITES BOUSSENS	
Acquisition terrain communal	100 000.00
Aménagement et études	25 000.00
ZONE D'ACTIVITES MARTRES-TOLOSANE	
Acquisition terrain communal	100 000.00
Aménagement + bâche incendie	40 000.00
ZONE D'ACTIVITES DESCAILLAUX – SAINT-ELIX-LE-CHATEAU	
Aménagement (2 ^{ème} tranche)	100 000.00
ZONE D'ACTIVITES BERAT	
Etudes - Travaux d'aménagement	115 000.00

ANNEXE

Schéma d'harmonisation des taux de CFE avec la durée maximale de 12 ans (à taux de CFE unique voté constant)

	Taux 2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BOUSSENS	27,57%	28,36%	29,16%	29,96%	30,76%	31,56%	32,36%	33,15%	33,95%	34,75%	35,55%	36,35%	37,15%
CAZERES	48,94%	47,95%	46,97%	45,99%	45,01%	44,02%	43,04%	42,06%	41,08%	40,09%	39,11%	38,13%	37,15%
COULADERE	45,70%	44,98%	44,27%	43,56%	42,84%	42,13%	41,42%	40,70%	39,99%	39,28%	38,56%	37,85%	37,14%
FRANCON	37,57%	37,53%	37,50%	37,46%	37,43%	37,39%	37,36%	37,32%	37,29%	37,25%	37,22%	37,18%	37,15%
LESCUNS	20,23%	21,64%	23,05%	24,46%	25,87%	27,28%	28,69%	30,10%	31,51%	32,92%	34,33%	35,74%	37,15%
MARIGNAC-LASPEYRES	40,66%	40,36%	40,07%	39,78%	39,49%	39,19%	38,90%	38,61%	38,32%	38,02%	37,73%	37,44%	37,15%
MARTRES-TOLOSANE	42,08%	41,66%	41,25%	40,84%	40,43%	40,02%	39,61%	39,20%	38,79%	38,38%	37,97%	37,56%	37,15%
MAURAN	43,04%	42,54%	42,05%	41,56%	41,07%	40,58%	40,09%	39,60%	39,11%	38,62%	38,13%	37,64%	37,15%
MONDAVEZAN	34,95%	35,13%	35,31%	35,50%	35,68%	35,86%	36,05%	36,23%	36,41%	36,60%	36,78%	36,96%	37,15%
MONTBERAUD	38,18%	38,09%	38,00%	37,92%	37,83%	37,75%	37,66%	37,57%	37,49%	37,40%	37,32%	37,23%	37,15%
MONTCLAR-DE-COMMINGES	20,30%	21,70%	23,10%	24,51%	25,91%	27,32%	28,72%	30,12%	31,53%	32,93%	34,34%	35,74%	37,15%
PALAMINY	40,58%	40,29%	40,00%	39,72%	39,43%	39,15%	38,86%	38,57%	38,29%	38,00%	37,72%	37,43%	37,15%
PLAGNE	30,20%	30,77%	31,35%	31,93%	32,51%	33,09%	33,67%	34,25%	34,83%	35,41%	35,99%	36,57%	37,15%
PLAN	40,44%	40,16%	39,89%	39,61%	39,34%	39,06%	38,79%	38,52%	38,24%	37,97%	37,69%	37,42%	37,15%
SAINT-MICHEL	30,60%	31,14%	31,69%	32,23%	32,78%	33,32%	33,87%	34,42%	34,96%	35,51%	36,05%	36,60%	37,15%
SANA	27,46%	28,26%	29,07%	29,88%	30,69%	31,49%	32,30%	33,11%	33,92%	34,72%	35,53%	36,34%	37,15%
BEAUFORT	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
BERAT	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
CAMBERNARD	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
FORGUES	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
LABASTIDE-CLERMONT	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
LAHAGE	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
LAUTIGNAC	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
LHERM	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
MONES	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
MONTASTRUC-SAVES	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
MONTGRAS	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
PIN-MURELET	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
PLAGNOLE	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
POUCHARRAMET	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
RIEUMES	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
SAJAS	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
SAVERES	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES	30,98%	31,49%	32,00%	32,52%	33,03%	33,55%	34,06%	34,57%	35,09%	35,60%	36,12%	36,63%	37,15%
CASTELNAU-PICAMPEAU	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
CASTIES-LABRANDE	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
FOUSSERET	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
FUSTIGNAC	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
GRATENS	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
LUSSAN-ADEILHAC	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
MARIGNAC-LASCLARES	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
MONTÉGUT-BOURJAC	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
MONTOUSSIN	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
POLASTRON	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
POUY-DE-TOUGES	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
SAINT-ARAILLE	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
SAINT-ELIX-LE-CHATEAU	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
SENARENS	27,18%	28,01%	28,84%	29,67%	30,50%	31,33%	32,16%	32,99%	33,82%	34,65%	35,48%	36,31%	37,15%
Taux moyen pondéré	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%
<i>Variation annuelle du taux (en points d'imposition)</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>	<i>-0,01%</i>
Taux CFE unique voté		37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%	37,15%